

Pierre-Barthélémy Gheuzi

(1865-1943)

Norbert Lorédan en littérature, Pierre-Barthélémy Gheuzi, toulousain et fier de l'être, fut une personnalité incoutournable de la Troisième République aujourd'hui quelque peu oubliée. Ambitieux et talentueux touche-à-tout, observateur au regard affûté, doté d'un solide appétit et d'une nature gourmande, il fut tour à tour journaliste, écrivain, haut fonctionnaire, franc-maçon, auteur dramatique, directeur de théâtre, conseiller politique, mémorialiste, ami de toutes les jolies femmes mais possédant un goût artistique "à chier" !

Il côtoya les grands de ce monde, les artistes, sans jamais se laisser engluer ou emberlificoter dans leurs petits ou gros trafics, leurs tripatouillages, observant leurs travers avec lucidité mais sans trop de méchanceté sauf à l'égard de son ennemi juré : Georges Clémenceau.

C'est au collège de Castres qu'il rencontre dans sa jeunesse, Jean Jaurès, qu'il assistera dans une campagne politique, avant de monter à Paris où il devient l'ami de Catulle Mendès et de Zola. L'appui de Léon Bourgeois lui vaut d'accéder à la haute administration. Le voilà donc lancé... Libre-penseur et franc-maçon Gheuzi est un membre éminent du *Luscrambo* (*ver luissant*), société d'assistance et de congratulation mutuelle regroupant les Toulousains de Paris dans le sillage de Pedro Gailhard – futur directeur de l'Opéra - organisateur de cette "mafia" régionale.

Marié, riche, influent, portant à gauche mais le portefeuille à droite, Gheuzi obtient la direction de l'Opéra comique dont il rêvait depuis longtemps, acquiert près de Biarritz l'extravagant domaine du baron de l'Espée, qu'il souhaita transformer en club de golf, avant d'en faire un hôpital pour les blessés de la Première Guerre mondiale. Officier d'ordonnance du général Gallieni, il fait une guerre exemplaire. Mais en 1918, Clemenceau son ennemi juré, le remercie sans aménité et voilà notre Toulousain vexé rédacteur puis directeur du Figaro où il pantouflera jusqu'en 1932



Manoir du Baron de l'Espée près de Biarritz



Pierre-Barthélémy Gheuzi

sous la protection de François Coty. Congédié du journal en cette même année, le ministre des Beaux-Arts Anatole de Monzie le nommera à la direction de l'Opéra-Comique au bord du gouffre financier et en pleine révolution "culturelle". Il n'hésita pas à renflouer les finances du théâtre de ses propres deniers, à remettre un peu d'ordre dans cette gabegie, mais les grèves du Front-populaire le contraindront à la démission.

Voici un chapitre tiré de ses Mémoires :

LA DANSE SUR LE VOLCAN

Éditions Plon

L'ÉQUINOXE DE LA TROISIÈME

J'ai souvent assisté aux jeux icariens et renvois de trapèzes des formations de ministères du régime. Rien n'est plus lamentable, plus humiliant. Les dosages de partis, surdosages, repêchages ou repréailles politiques animent les conciliabules. Chacun des clans alternativement appelés à gouverner tire la couverture à lui et ne pense qu'à culbuter les autres. Dans cette cuisine sans air salubre se révèlent les sanies dont devait crever tout le système en un effondrement terminal.

Annaliste soucieux de fixer la petite histoire - plus exacte souvent que la grande - je voudrais recopier ici les notes résumées d'un semestre d'intrigues parlementaires pour en montrer le mécanisme rouillé, ramenant sans cesse les mêmes auges de noria sous le déversoir du puits à maroquins. Pourquoi changerais-je la rédaction de mon éphéméride, dans sa concision sans apprêt?



Aristide Briand (1862-1932)

15 juin, - Crise ministérielle. Briand, trop souvent au pouvoir, se donne de l'air. - Le 17, un dîner intime réunit les protagonistes de l'attaque contre Aristide. Herriot, sans enthousiasme, mais avec empressement, accepterait sa succession. Maurice Sarraut est là, maître de l'heure et arbitre des gauches. Herriot l'adjure de prendre la Présidence, avec des arguments pathétiques. Sarraut refuse:

- Je ne vous ferais pas honneur: je ne sais pas parler, invente-t-il. Jamais je n'ai accepté d'entrer dans un ministère.

- Vous me lâchez donc, déduit le maire de Lyon.

- Je vais vous prouver le contraire. Par exception sans retour, je consens, pour prouver que je vous soutiens, à être votre sous-secrétaire d'État.

- On ne comprendra pas, assure Gustave Téry, qu'un chef de grand parti, qui pouvait être, s'il l'eût voulu, Président de la République, accepte une pareille diminution de situation. On croira à une manœuvre.

- Tous les procédés sont bons, s'exclame Malvy, pour empêcher Aristide de redevenir chef de gouvernement.

E.- J. Bois, fidèle à ses amitiés, y compris le Léger du Quai, défend Briand avec vigueur. Mais il sent le terrain se dérober sous lui et s'en va, rue d'Enghien, écrire son article sur la crise.

- 18 juin. - Herriot, à l'Élysée, malgré le conseil de ses amis, accepte de former le Ministère. Briand multiplie ses démarches pour lui susciter des refus graves.

- 19 juin. - Herriot, avec amertume, songe à s'adresser à des non-parlementaires. Il rêve d'un cabinet de « civils » ou de professeurs avec Lucien Romier au Trésor, des spécialistes ailleurs.

Coty m'ordonne de flanquer Romier à la porte du Figaro - en lui payant ses quarante mille francs de dédit. Avant le jour - notre « économiste » était déjà allé « tra-

vailleur » dans son bureau du Louvre, - la combinaison était par terre.

- 20 juin. - Briand est rappelé à l'Élysée. Il réussit à créer son dixième (ou onzième) ministère. Joseph Caillaux est aux Finances.

- 11 juillet. - La rancune d'Aristide amenuise la cérémonie de l'inauguration du monument Gallieni sur l'esplanade des Invalides, amaigrit et bâcle ses défilés. Le « Président » se souvient qu'il a tremblé pour son gouvernement en 1916.



Édouard Herriot (1872-1957)

- 17 juillet. - Culbute du ministère Briand sous les coups invisibles d'Édouard Herriot.

Dans la fameuse soirée chez un gros sénateur radical, celui-ci avait déconseillé à Herriot de prendre le pouvoir :

- C'est la montée en flèche de la livre, prévoyait-il.

Léon Blum et Israël la déclaraient « sans importance ». Ils furent les principaux auteurs responsables de la détermination d'Herriot.

- 20 juillet. - Il constitue donc son ministère. Affolement immédiat de la livre.

- 21 juillet. - La combinaison Herriot est refusée par le Parlement.

- 23 juillet. - Le ministère Poincaré - « d'Union Nationale » est constitué en un seul jour; là sont réunis: Barthou, Briand, A. Sarraut, Painlevé, Georges Leygues, André Tardieu, Herriot, Marin et quelques autres - très peu, d'ailleurs.

- 10 août. - Le Congrès de Versailles crée la Caisse d'Amortissement. Poincaré a réussi. Il n'a pas appelé Coty à souscrire les cent millions qu'il avait offerts: ses conditions lui avaient paru inacceptables : je m'étais préparé inutilement à les lui faire adoucir.

Ici peut commencer, dans une accalmie de vie ou de mort, une courte histoire des remous profonds de la politique, une descente rapide dans ses abîmes. Pour le *Figaro*, j'y explore des recoins où germent des sargasses. Je réconcilie Coty et Albert Sarraut, donne librement à Caillaux mon avis sur ses anciens « entourages », adoucis un peu les relations entre lui et Poincaré. Celui-ci m'apprend:

- Caillaux m'a attribué à tort un grand rôle dans le drame de sa femme. Je n'avais point à craindre les terreurs et les remords de Barthou après la mort de Calmette. Quand le député de Mamers était redevenu ministre des Finances, le « père de la loi de trois ans » lui avait demandé, très ému:

- Alors, quoi?.. Allons-nous nous serrer la main?

J. Caillaux lui avait tendu la sienne sans mot dire.

- Je resterai neutre envers Poincaré, m'avait-il annoncé. Je n'en veux pas à Clemenceau. Je sais que Briand, Klotz et Barthou m'avaient « donné » à Calmette. Seul, le dernier des trois l'a regretté. Viviani était un « fou loyal ». Ce n'est pas lui qui s'est acharné après moi.

Nous avons évoqué le souvenir du déjeuner avec Deschanel.

- Vous aviez raison, se souvient-il. Si je reprenais le pouvoir, je vous demanderais votre avis.

S'en serait-il souvenu - ainsi que de ma déclaration à Bouchardon pour le fameux « coffre-fort de Florence »? Tout cela est déjà si loin de nous!



Albert Sarraut (1872-1962)

Mais le ministère Poincaré nous a remis dans la norme d'antan. La République remonte un peu dans l'estime des bons historiens. Elle est presque consolidée devant le pays.

Je me suis éloigné de la politique. Pour éviter la critique musicale d'un compositeur - erreur pernicieuse - j'ai repris, au *Figaro*, la plume de juge lyrique, à la place d'André Messager, démissionnaire. Ma première chronique est consacrée à la reprise du *Freyschütz* à l'Opéra. Ce bain de belle musique m'a rajeuni et réconforté. J'ai laissé librement courir mon compte rendu.

Alfred Bruneau me rencontre, affectueux, presque grave:

- Mon vieil ami, me dit-il, je vous félicite et je vous remercie. Vous voilà revenu à votre vraie vocation.



Freyschütz de Weber

J'ai recueilli d'autres suffrages obligeants. Le plus inattendu, c'est celui du mari de Mme Carré, qui m'a fait un peu de bien et tant de mal :

- Vous êtes le premier de nos critiques, m'a-t-il jeté avec un sérieux singulier.

- Ah! mon cher colonel! lui ai-je répondu, vous auriez bien dû me le dire plus tôt! Ma promotion nous eût coûté moins cher!

Henry Simon vient me confirmer, au *Figaro*, qu'il sera candidat à la Présidence de la Chambre. Sur le terrain politique, rien ne saurait plus m'étonner: le jeu des partis peut mettre au pinacle le plus modeste des parlementaires; il lui suffira pour cela d'être serviable, habile à ne mécontenter personne et d'être devenu bon pilote parmi les récifs des couloirs.

Simon est, comme Fernand Bouisson, un ancien élève des Dominicains de Lacordaire, non pas à Arcueil, mais à Sorèze, le délicieux reposoir de la Montagne Noire entre Revel et Castres. Là, l'esprit du fondateur a orienté les jeunes élèves vers un libéralisme assez opportuniste - le mot n'est point de son époque, mais exprime bien ma pensée - et je n'ai jamais observé la fameuse « empreinte » des Jésuites dans l'âme des disciples de Lacordaire: Laperrine, Simon et Mistler, pour ne citer qu'eux, ont toujours été affranchis des enseignements de leur jeunesse, même religieux.

Avec ce minimum d'encadrement initial, Henry Simon, de famille artisanale plutôt conservatrice, devint l'industriel le plus moderne de Labruguière du Tarn: il perfectionna la bonneterie orientale et fut le plus essentiel des fournisseurs de fez rouges et de chéchias à l'Islam français ou étranger.

Député de Castres, il sut composer d'abord avec « la réaction », lui emprunter des voix flottantes et progresser vers le radicalisme à mesure que les électeurs du vieux Frédéric Thomas se laissaient gagner dans ce sens. Finalement, Simon, sans cesser de flirter avec Élie de Lastours, fut élu député de justesse et occupa fortement sa position électorale. Il aurait, sans doute, été



Henry-Simon ministre des Colonies



Georges Clémenceau (1841-1929)

réélu à l'infini, tout en fonçant sa couleur progressivement, distançant les socialistes désorganisés et les réactionnaires sans chefs.

D'échelon en sourire, cet homme, charmant et même attirant sans morgue aucune, grimpa, au Palais-Bourbon, dans le fameux « sein » des Commissions, tout taraudé des termites de l'ambition.

Il devint ministre des Colonies de Clemenceau et évita de lui déplaire, sans se plier, d'ailleurs, à ses exigences ou à ses ostracismes. Ses méthodes de bon commerçant et d'industriel méditerranéen en firent un excellent ministre, sans « histoires » ni histoire, ce qui n'est point aisé rue Oudinot.

Marié à une Parisienne de rare culture, il fit de son foyer un quartier général de lettrés et d'artistes, entrelardé de politiciens d'avenir. Dans l'étai-major du Palais-Bourbon, il se distingua par une inlassable aménité, sut

se concilier des amitiés agissantes et, sans bonds soudains, avec, au contraire, une progression insensible à l'œil nu, se trouva campé en *outsider* derrière les grands candidats à la Présidence, combattus âprement par les clientèles de leurs rivaux.

J'ai gardé de mes rares visites de sauvage à Labruguière un souvenir attendri. L'accueil des Simon y était exquis. Leur cuisine défiait les comparaisons, dans une région où l'on sait vivre. Il y avait bien, aux murs de la salle à manger, une profusion de tableaux tellement modernes qu'ils éblouaient la perspective de vermillons, de cinabres et de chromes auxquels j'attribue la blépharite dont souffraient les yeux de notre député. Car il était un peu snob, juste ce qu'il fallait pour être, là-bas, de Paris. En littérature, il collectionnait les autographes de Jarry ou Apollinaire, ce qui, après tout, valait mieux que d'aller au café*.

- Président de la Chambre? fis-je. Pourquoi pas? Le fauteuil est devenu incandescent pour les deux ou trois préoccupants ou favoris. Prenons, d'abord, l'avis des réactionnaires.

Vonoven, consulté, me déclara:

- Henry Simon sera élu, si les radicaux le soutiennent sans se diviser. Il y a un point de friction avec les Sarraut.

- Je m'informerai auprès d'eux.

Avec Maurice Sarraut, la franchise même, la mise au point fut immédiate. Politiquement, le chef du parti radical n'avait à reprocher au candidat que des pécadilles locales. Ses coquetteries envers Lastours n'étaient pas graves et ne changeaient rien aux scrutins: les deux clans opposés pouvaient espérer, chacun, la majorité. Il s'agissait de la conquérir, assurait-on, de l'urne à la sous-préfecture.

Restait une question plus personnelle.

- Je vous déclare tout de suite, avoua Maurice, que ni Huc, ni moi, nous ne la tiendrons pour irréductible. Nous irons jusqu'à l'abstention, en ce qui nous concerne; mais chacun des nôtres sera libre de voter à son gré pour ou contre votre Simon.

** Henri Louis Simon dit Henry-Simon (1874-1926) fut parmi les hommes politiques de cette époque l'un des rares amateurs de belle peinture et de littérature modernes, passion qu'il partagea avec Clemenceau. Industriel dynamique, politicien pragmatique et éclairé, Henry-Simon collectionna avec un goût très sûr les œuvres de peintres impressionnistes, les éditions originales de Baudelaire à Apollinaire, récitant devant ses collègues ébahis des poèmes de Verlaine et de Rimbaud. Homme d'honneur, de talent et de grande culture égaré parmi l'éminente cohorte des arrivistes incultes et corrompus prêts à toutes les compromissions, il n'est pas étonnant que ce citoyen honnête ait laissé peu de traces dans les livres d'histoire et les encyclopédies officiels dévoués aux m'as-tu-vu!*

Il s'agissait, en effet, de la *Dépêche*. Maurice de Rothschild, qui désirait se tailler dans les Pyrénées un fief électoral sans mauvais risques, avait formé le dessein de devenir le maître social du grand journal de Toulouse. Il donna des ordres de Bourse sur tous les marchés et fit toucher des particuliers pour racheter le plus grand nombre possible des actions de la *Dépêche*. Henry Simon, qui n'y voyait aucune menée, fit, à la demande du député-financier, prospecter dans toutes les banques de sa région les titres épars et en communiqua la liste à Maurice de Rothschild.

Huc et Sarraut, très mortifiés de ces démarches, qui pouvaient bouleverser la majorité de leurs assemblées générales, prétendaient en vouloir au député de Castres. Pris à la lettre, c'était grave. Examinée point par point, comme je m'évertuai à l'obtenir, cette gravité se diluait singulièrement. Elle tomba même à néant quand Simon, s'expliquant avec les intéressés, leur démontra qu'il n'y avait eu là, de sa part - comme eût dit Lacordaire - aucune « malice de coulpe ».



Maurice de Rothschild (1881-1945)

Le différend se termina par une entente générale, Maurice de Rothschild ayant lui-même prouvé que son désir ne pouvait que flatter Sarraut et Huc et les rassurer: il n'avait ambitionné qu'une présidence d'assemblée honoraire, où les pouvoirs absolus des deux beaux-frères eussent été consolidés.

Rien ne s'opposait donc à l'élection d'Henry Simon comme troisième personnage de la République. Son succès était même assuré à une imposante majorité.

A la veille du scrutin, une embolie foudroyante le terrassa et il mourut, sans avoir repris connaissance, chez le médecin où il avait été transporté en toute hâte.

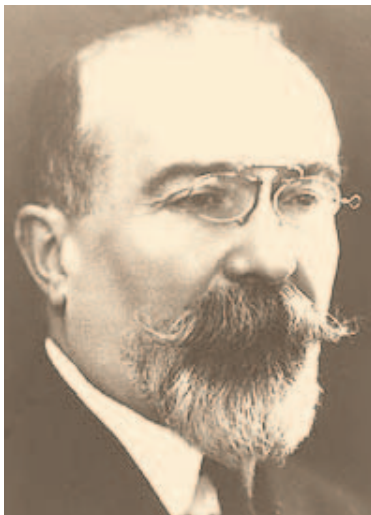
J'ai rarement vu sévir des incompétences plus meurtrières, falotes et ridicules que celles des pouvoirs politiques dans le domaine des Beaux-Arts. On pourrait en donner des centaines d'exemples. Un seul me suffira.

Toutes les fois qu'on annonçait une crise à la Comédie-Française, le jeu des successeurs éventuels divertissait l'opinion. Le ministre avait toujours son candidat. Chacun de ses collègues aussi. Ce n'était à peu près jamais celui du bon sens, de la logique, de la profession ou, tout simplement, du pis aller.

L'une des levées de boucliers les plus graves contre Émile Fabre fut ourdie par Gustave Téry, directeur de *l'Œuvre*. L'administrateur général de la Comédie-Française se refusait à recevoir et à jouer je ne sais quel navet théâtral de l'irritable polémiste. Celui-ci le vilipenda dans son journal, puissant par sa clientèle et sa politique et l'on annonça, le lendemain, que... Monsieur Anjubault venait d'être appelé à Paris.

Ce haut fonctionnaire - comme écrit le décret de messidor était la « tarte à la crème » de tous les gouvernements. Il avait posé, une fois pour toutes, sa candidature au poste d'*Administrateur Général* du Théâtre Français. Pour lui - et pour ses patrons - Claretie et Fabre n'étaient que des *Préfets*, comme ceux de l'Intérieur et je ne suis pas sûr qu'Édouard Herriot lui-même, gagné à cette généralisation singulière, ne l'ait pas envisagée, puisqu'il me répondit, quand je refusai d'admettre mon installation chez Molière tant que Fabre n'aurait pas accepté sa compensation:

- Soyez rassuré à ce sujet. J'ai l'intention de lui offrir une fort belle équivalence: la préfecture de Marseille.



Louis Barthou (1862-1934)

Le nom d'Anjubault, chez les sociétaires - certains ont voulu le connaître et l'ont trouvé «charmant» - est devenu symbolique. Il est comme Croquemitaine dans les contes pour enfants, le Péril Jaune chez les diplomates, le Commissaire de Guignol, la Tarasque à Tarascon et l'amour de la France chez «la perfide Albion».

Il faut penser, tout de même, que le bon sens, chez nous, finit par prévaloir puisque l'aimable préfet rentra dans l'ombre quand Poincaré, au Conseil des ministres, mit la question du Français sur le tapis. Une profusion de candidats «possibles» s'étagait dans l'opinion des gouvernants. On voulait bien accorder à mes amis que je venais en tête, peut-être parce que je n'y mettais aucune ardeur et que je me refusais à entrer là une hache à la main.

Poincaré eut avec Herriot, ministre des Beaux-Arts, une conversation rapide à ce sujet. Il ne m'en voulait plus d'avoir soutenu Deschanel contre lui, autour du Congrès de Versailles. J'ai même toujours pensé que mon action très nette, en cette circonstance, lui donnait une idée avantageuse de mes aptitudes d'organisation. Je ne faisais rien pour la combattre, pas plus que pour la justifier.

Bollaërt, futur préfet de Lyon, alors chef du cabinet d'Herriot, vint déjeuner avec moi, le 31 janvier 1928, pour m'annoncer que ma nomination à la Comédie Française était acquise. Le 3 février, Paul Léon me fit venir, rue de Valois, pour me confirmer la nouvelle:

- Fabre, me dit-il, aura la place de Jeanneau, au Garde-Meuble. Mais votre peu de foi et d'enthousiasme me frappe, autant que le désordre du théâtre. Dois-je y voir une relation de cause à effet?

- Poincaré, ai-je répondu, veut me persuader que rien n'est très grave au Palais-Royal. Il y faut seulement un homme nouveau, au courant du théâtre. Quand il sera assis depuis une heure, prétend-il, dans le fauteuil du représentant de l'État, tout rentrera dans l'ordre.

Louis Barthou reste sceptique.

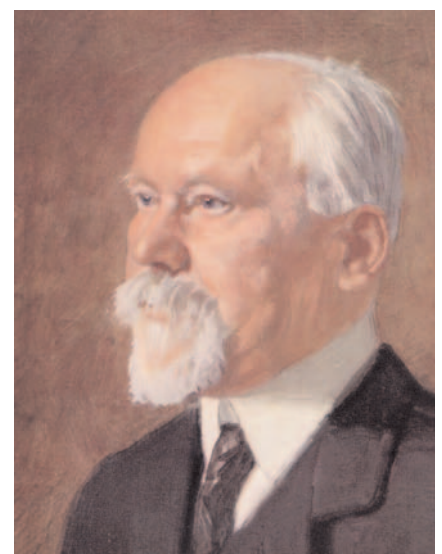
- J'ai vu, me dit-il, tant d'inertie et d'inattendu dans cette Maison au régime désuet, que je ne vous y vois pas du tout. Vos amis sociétaires s'étonnent que vous ne les fassiez pas appeler.

- Ce serait de la dernière incorrection.

Barthou alla interroger Herriot, qui lui confirma sa décision. Mais il lui parut hérissé contre Coty, qui redoublait d'aigreur envers lui. Cécile Sorel s'était chargée d'obtenir par moi une détente. Je me refusai à ce genre de négociations. Elle dut les entreprendre elle-même: le directeur politique du *Figaro* me demanda si je tenais à «avoir le Français» et m'assura qu'il pouvait, dans ce cas, «me le donner».

Très agacé d'être dans une impasse d'où je ne voulais pas sortir en otage, j'allai voir Poincaré. Il me prescrivit de «le laisser faire».

- Je m'en tiens, conclut-il, à ce que je vous ai dit: j'estime que vous ne pouvez pas rester au *Figaro*. La mort



Raymond Poincaré (1860-1934)

de Flers a, pour moi, libéré la succession d'Émile Fabre. Elle vous revient; vous allez l'avoir.

- A votre place, me conseilla Paul Léon - et je vous y aiderais, car je vous plains d'avance si vous allez là - je négocierais avec Rouché sa nomination au Français; ce chassé-croisé se réclamerait du précédent Perrin. Vous devriez aller alors à l'Opéra, que vous préférez à toute autre scène nationale et où vous avez passé votre jeunesse. Vous l'avez même dirigée en 1907, avec une réussite dont nous nous souvenons.



Joseph Paul-Boncour (1873-1972)

Le 3 mars, Herriot m'appelle:

- Etes-vous prêt? demande-t-il.
- Pour où?
- La Comédie-Française, naturellement.
- Je ne suis pas pressé.
- Allez voir Antoine.

J'y suis allé, le 21 mars. Il m'a dit:

- Non. Je ne veux pas, je ne puis pas aller là. Je n'y pourrais entrer qu'en démolissant tout, sans aucun délai. Vous, vous aurez la patience courtoise d'y mettre deux ou trois ans. Personne ne gueulera, comme avec moi. Vous êtes, je l'ai dit à Herriot, mon seul candidat. Un tas de vieux « cabots » fort sympathiques posent, assure-t-on, leur candidature. Ils sont aussi impossibles que moi.

- J'ai pensé à autre chose. Faites-vous nommer pour un an. Vous liquiderez les questions encombrantes. Au bout de ce temps, si vous ne voulez pas rester, j'accepterai d'entrer sur un terrain déblayé de tout obstacle.

- Je ne puis pas. J'ai signé des engagements; je ne saurais y manquer. Je crois que vous réussirez. Moi, je n'ai rien à vous apprendre. Comme dit Poincaré, vous aurez, je pense, « la manière. »

Le 28 mars, Barthou, qui s'est enquis, se décide à me donner ce que je lui demandais en vain: un conseil définitif.

- N'allez pas là, me dit-il... Vous n'y resteriez pas six mois. Hommes ou femmes, vous avez des amis dans la Maison. Ils vous y ont fait un bon *standing*. Mais ils ne pensent qu'à eux et leur affection exigeante vous gênera.

Paul-Boncour, qui est venu nous voir au Verdet avec sa fille, s'intéresse trop au Français pour ne pas m'en parler. Il constate qu'Herriot n'est plus « pressé » de conclure. Il agirait donc dans mon sens:

- Ce n'est pas pour cela. Mais Poincaré a maintenant des façons clemencistes de dicter ses résolutions. Rien n'indispose Édouard comme ces opinions en forme d'ukases. Il traînera les choses en longueur.

- Vous entendez le ciel ! mon cher député de Carmaux.

La maladie incurable de Poincaré a laissé entrevoir enfin l'anémie sénile du régime. Ses chefs se sont révélés débordés par le flot de démagogie qui menace la vie de la Troisième. Le radicalisme n'est plus qu'une retraite en désordre des doctrines fondamentales de 1875. Près de soixante ans de pouvoir, souvent absolu, lézardent l'État républicain dont Poincaré aura été la dernière citadelle. Un ministère Briand sert de préambule à sa décrépitude.

Après les échecs de Daladier et de Clémentel surgit, parmi des complications renaissant sans cesse, la position « de repli » du Ministère Tardieu. Celui-ci, brillant esprit, mais appelé trop tard à la rescousse, réunit sans les gagner ceux l'opinion a désignés comme les derniers prétoriens de notre bas-Empire: Briand, qui se fait à lui-même l'illusion de disposer à son gré de la paix et de la guerre, Maginot, patriote ardent, mais qui n'a pas les ressources du génie latin, Georges Leygues, vieilli et honnête, pas assez combatif désormais, - l'a-t-il vraiment jamais été? - le falot Marraud, Flandin, qui aurait pu peser dans la balance s'il avait réussi à prendre seul la tête, Piétri, jeune partisan digne de combattre avec de moins inertes légionnaires, Hennessy, diplomate par préférence, sans parti bien délimité, Loucheur, jongleur de chiffres à l'heure où ils ont tort, avec Manaut, François-Poncet et Henry Paté, réduits à des missions subalternes.

Clemenceau meurt à quatre-vingt-huit ans, ayant trop vécu pour sa gloire. Il a essayé de cribler de flèches débiles son ancien faux disciple: Tardieu, polémiste redoutable, trop journaliste pour résister, en chef de gouvernement, au plaisir de riposter comme un débutant du pouvoir, se fait des ennemis souterrains qui ne lui vont pas à la cheville, mais lui grignotent sans cesse des voix au

Parlement. Il perd son sang, à son insu, par mille piqûres d'épingle, en un temps où il faudrait, à tout prix, ne point s'anémier encore pour dominer les forces obscures.

Tardieu a un défaut, excès même de ses qualités de chef: il laisse ses ministres faire cavalier seul, chacun dans son fief; il croit, il a le tort de croire à la responsabilité constitutionnelle des chefs de départements, sans rectifier leurs erreurs, même si elles lui sont funestes. Car il a foi dans son intelligence hors pair pour abolir d'un geste leurs écarts.

Louis Barthou, qui aurait volontiers lié partie avec lui, est mis hors de combat par la mort de sa femme, dont il admirait le bon sens mordant, tant qu'elle n'a pas eu à subir le désespoir d'avoir perdu son fils unique. Ses obsèques, à Chaillot, nous ont laissé voir un Barthou sidéré par la mort et comme bouleversé déjà par le pressentiment du drame qui doit lui coûter la vie.

J'étais allé l'embrasser, chez lui; car j'y retrouvais des souvenirs heureux, que Pierre Loti m'avait appris à aimer plus encore. J'ai, dans l'ascenseur, rencontré le maréchal Lyautey; il voulait absolument me donner le pas sur lui:

- Je n'en ferai rien, Monsieur le Président!

Je compris qu'il me prenait pour Fernand Bouisson et j'allais l'en dissuader quand il me dit:

- C'est très bien à vous de venir aussi consoler notre ami dans une telle détresse. Vraiment, trop de désastres ont fondu sur lui: après son fils Max, disparu si tôt, sa femme, maintenant, le quitte soudain, alors que son destin lui préparait une si belle revanche.

- Et, comme je l'interrogeais du regard, il compléta sa pensée:

- Je sais, me chuchota-t-il, que Tardieu vous avait pressentis tous les deux pour remanier avec lui son gouvernement. J'avais moi-même essayé de persuader mon vieil ami de se prêter à cette refonte: elle aurait précédé de peu un nouveau Congrès pour la révision de la Constitution. Tardieu en avait déjà, avec



André Tardieu (1876-1945)

une clarté parfaite, esquissé le plan: elle nous eût épargné, quelques années plus tard, l'aventure mortelle du « Front populaire », génératrice ensuite du plus effroyable désastre de notre histoire.

André Tardieu était réaliste. Quand il a constaté, à sa troisième expérience, que le pouvoir n'était qu'un vain mot, il l'a abandonné sans esprit de retour, tout au moins dans sa forme égotante. Il ne fut pas, comme Briand, possesseur ou candidat continu de ce qu'on pensait être la toute-puissance. Sa vie publique ne s'orientait pas uniquement sur cette poursuite éternelle. Aristide, dès qu'il était renversé, se montrait si peu disposé à rentrer chez lui qu'il continuait à loger, place Vendôme, dans son appartement préféré.



Camille Chautemps(1885-1963)

Le second mouvement de libération fut, pour le député de Belfort, son évasion du Parlement. Il tenait à reconquérir toute sa liberté de polémiste et, précisément, c'était à la politique électorale qu'il se proposait de porter ses plus terribles coups, ainsi que l'ont prouvé ses livres ultérieurs. Dans une Assemblée dont la majorité est d'une médiocrité insondable, il se trouvait dépaysé, réduit à des ménagements confraternels qu'il tenait pour autant de lâchetés.

La résolution, qu'il annonça alors, de s'éloigner pour toujours de la malsaine Politique ne visait que le passé. Il était assez jeune pour négliger un avenir immédiat, tout entier consacré à ses démolitions de pamphlétaire terriblement documenté. Sur les décombres du régime, qu'il ne savait point comme d'autres, mais démantelait à ciel ouvert, il tendait, sans l'annoncer, à bâtir un ordre nouveau, un État moderne, harmonisé au progrès humain et sérieusement armé contre les convoitises des autres.

Les chefs de clans et de clientèles le jalousaient, l'exécraient ou le redoutaient. Très peu l'admiraient et se disposaient à le suivre. Dans une réunion fortuite, chez un des magnats de Paris, ceux qui étaient là l'écoutaient gravement, le visage fermé, mais en échangeant entre eux des regards qui en disaient long. Ce jour-là, je n'en ai vu qu'un, attentif à ses paroles, prendre son parti et se rallier à lui sur tous les terrains: c'était Pierre Laval.

Clemenceau, qui n'aima personne, pas même lui, s'intéressait à André Tardieu. Il l'eût considéré comme son héritier présomptif, si la vie du Tigre eût pu être un héritage. Mais il avait, lui aussi, une sorte de jalousie «anthume» contre l'avenir d'un plus jeune que lui et son accession aux honneurs majeurs bien avant l'âge où il les avait enfin obtenus.

- Dites-lui, grogna-t-il quand je le revis pour la dernière fois - c'était à peine la huit ou dixième - qu'il mange trop. Il n'a plus vingt ans et l'oublie, qui sait?... Il mourra peut-être avant moi.

- Il ignore, le cher vieil homme, me confia Tardieu quand je lui rendis compte d'une entrevue qu'il m'avait conseillée, que mon dîner se compose d'un bol de consommé et de deux oranges. Répondez-lui combien je suis sensible à sa sollicitude et rassurez-le tout de suite.



Paul Deschanel (1865-1922)

- Je ne lui ferais aucun plaisir et je n'irai plus le voir, ai-je répondu: il m'a dit de Paul Deschanel de telles horreurs que je préfère imaginer que le Mongol est déjà mort et enterré.

- Le premier imbécile venu, disait André Tardieu, peut, avec les mœurs et les dosages actuels, culbuter un gouvernement ou l'empêcher de se former. C'est ça qu'il faut empêcher à jamais.

Il l'avait démontré lui-même, en souriant. Déboulonné dans la nuit du 17 février 1930, il s'était divertit à empêcher le cabinet Chautemps de se former en agglutinant les radicaux-socialistes. Fin manœuvrier, le sénateur de Touraine avait, néanmoins, réussi à dresser contre ses embûches un gouvernement homogène. Formé le 21, il était culbuté, quatre jours après, à la Chambre, sur sa propre déclaration, ce qui est très rare.

Tardieu, porté par sa victoire, sans avoir fait un geste, redevenait Président du Conseil, parmi des haines féroces, que vinrent distraire les inondations du Midi, aggravées de surenchères politiques. Il fallait trouver une autre tactique pour le renverser. Elle dura quelques mois et finit par affleurer, filon souterrain émergeant au jour n'importe où, au Sénat qui se donna le ridicule - le défi narquois de Tardieu l'y incitait sans oser espérer y réussir - de le renverser, par trois voix de majorité, sur «la laïcité» !

- Nous sommes grotesques! me cria un des vice-présidents, exaspéré de tant d'incohérence.

- Mais combien je les remercie! murmura le Président battu, en contraignant Coty à signer la paix avec le Consortium des journaux pour un tribut de dix millions. Je ne pouvais sortir sur une démonstration plus éclatante de la cuisine malpropre de ces Messieurs.

- Ils en sont tellement consternés, qu'ils avaient pensé à rectifier leurs votes.

- Impossible! Je m'y oppose et m'en vais avec les honneurs

la guerre. Mon troisième Ministère va poindre à l'horizon, mais, cette fois, je poserai mes conditions ou me retirerai pour toujours.

- Pour toujours?... Deux mots inexistantes en politique. - Alors, tout est perdu, même l'honneur.

Le repentir du Sénat amena Laval à former le cabinet. Pendant le sublime ennui de *Guercœur* à l'Opéra, un familier de Doumer nous assure que Briand va, comme Clemenceau, rater la Présidence de la République, à Versailles, mais que son patron n'est pas absolument décidé à trucider ainsi le «malin» de la rue Gérando, qui n'a plus le temps d'être chef de gouvernement pour la douzième fois.

- Il en mourrait! gémit une de ses créatures.

- Vous ne voyez, tout de même, pas Aristide à l'Élysée!

- Pourquoi pas? C'est la paix assurée en Europe.

- Celle de Stresemann, sans doute.

C'est moi qui, le premier, à Versailles, ai annoncé à Briand son échec. Je revenais de la salle de dépouillement et avais totalisé rapidement les voix de chacun des bureaux: celles du président du Sénat



Pierre Laval (1883-1945)

dépassaient partout celles de Briand de trois ou quatre unités; déjà, la majorité était assurée à Paul Doumer.

Le pauvre Aristide devint blême, chercha le bras de Peycelon et s'effondra dans un fauteuil. Au second tour, un incident comique égaya le conciliabule des gauches. Il fallait présenter un candidat d'opposition contre le vainqueur déjà désigné.

- Sarraut! jeta une voix dans le silence maussade des Briandistes.

- Messieurs, je vous remercie et j'accepte, dit, en se levant, un radical notoire - qui n'était aucun des deux Sarraut.

C'était Marraud.

Le troisième ministère Tardieu acheva Briand. Il mourut le 7 mars 1932, après avoir vu crouler autour de lui toutes ses espérances. Subtil, paresseux, mais de très vive, sinon de très haute intelligence, il avait, comme Millerand, déserté le socialisme, sans exaspérer ses chefs contre lui. La disparition - scélérate, jurait-on, rue Saint-Dominique - de Maginot, un mois avant lui, désorbitait les combinaisons et les conjectures. Des situations s'effondraient dans Paris. On les replâtrait au petit bonheur.

Herriot, Monzie, Mistler, d'autres encore, après l'avoir combattu de leur vivant, voulaient absolument venger Briand d'être mort.

Entre le premier et le second tour des élections de 1932, l'assassinat de Doumer par Gorguloff, fou isolé - sans doute - acheva de bouleverser le terrain politique.

Tardieu, optimiste dès qu'il pensait commander - et obtenir était battu sans remission. J'attendais de lui une mission difficile, mais réalisable, qui me passionnait d'avance.

Je me résignai à entreprendre l'impossible: le sauvetage de l'Opéra-Comique.



Opéra Comique



Opéra-Comique (promenoir)



Jean Jaurès

Jaurès, l'ami de jeunesse
et des premiers combats
politiques

Trois personnalités qui ont
compté dans la vie de
Pierre-Barthélémy Gheusi



Général Gallieni

Le Général Gallieni
qui l'initia à la stratégie

Pedro Gailhard
celui qui lui apprit à
manipuler tant les hommes
que les femmes !



Pedro Gailhard